

***Qu'il soit démocrate ou républicain, le prochain président des Etats-Unis devra gérer l'héritage catastrophique des deux mandats Bush. Après s'être profilé en candidat du changement pour obtenir l'investiture de son parti, Barack Obama, favori des sondages, a recentré un programme qui apparaît encore bien flou. Mais il n'a pas cours gagnée contre John McCain qui, porteur convaincu des valeurs conservatrices, doit toutefois se démarquer de l'image catastrophique du président sortant.***

Sondage après sondage, cela semble se confirmer : Barack Obama a de fortes chances de devenir le prochain président des Etats-Unis. Tel serait du moins le cas, affirment les enquêtes d'opinion, si l'on votait maintenant. Mais rien n'est acquis. Si le candidat démocrate apparaît plus crédible en matière de politique intérieure, son adversaire républicain tient la corde sur la question si sensible de l'Irak et de la conduite à tenir vis-à-vis des « Etats voyous ». Les électeurs indépendants, que se disputent les deux hommes, restent partagés. Surtout, il apparaît bien difficile de lire les programmes des deux compétiteurs.

Après avoir parfois recouru au populisme durant les primaires, M. Obama a entamé une phase de recentrage dans la plupart des domaines. Sa première publicité nationale a témoigné de son « amour » de la patrie. Mais pour le reste, la plupart des électeurs continuent à « ne pas savoir très bien » qui il est et ce qu'il veut. Si bien que, face à un homme qui s'est longtemps défini bien plus par sa biographie que par des positions claires, l'hebdomadaire le *New Yorker*, classé à gauche, se demandait fin juin, « où est la grande idée ? » du prétendant à la Maison Blanche.

Certes, en Europe, nombreux sont ceux qui souhaitent une Amérique nouvelle et misent sur le sénateur métis. Mais ne s'agit-il pas d'un « engouement pour une énigme » ? Peut-on oublier que « ce sont les suffrages des Américains que brigueront Obama et McCain » et qu'ils choisiront, au bout du compte, « l'homme en qui ils se reconnaissent le mieux » ?<sup>2</sup>

Le fait est que la couleur de la peau, pas plus que la prestance ou la jeunesse, ne constituent un projet politique. Assurément, la candidature du sénateur de l'Illinois, né de père kényan et de mère blanche originaire du Kansas, et son élection à la tête de la première puissance mondiale feraient date dans l'histoire du monde. Il y a un demi-siècle à peine qu'une femme noire refusait de céder sa place à un blanc dans un bus d'Atlanta. Elle s'appelait Rosa Parks et, par son geste, elle déclenchait le grand mouvement pour les droits civiques. D'une certaine façon, la page de la « malédiction noire » serait peut-être tournée outre-Atlantique. Et cela ne serait pas sans conséquence pour le monde. Mais encore ? Peut-on occulter cette évidence : certains démocrates américains sont politiquement plus à droite que la droite européenne ? Quel démocrate sera Obama s'il est élu ? Avec quelle marge de manœuvre ?

### **« Course de chevaux »**

Comme l'a noté Pierre Guerlain, professeur de civilisation américaine à Paris, « les médias dominants ont tendance des deux côtés de l'Atlantique à traiter le processus électoral comme s'il s'agissait d'une course de chevaux ». Des purs sangs cajolés par les milieux d'affaires. Le coût de cette campagne a

---

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 346 du *Journal du mardi*, 5 août 2008.

<sup>2</sup> « Barack Obama : l'engouement pour une énigme » *Le Soir*, le 5 juin 2008.

battu tous les records. Selon le *Center for Responsive Politics (CRP)*, qui a passé au crible les comptes des partis, à côté des dons de particuliers, la palme des apports en argent revient aux entreprises privées : sociétés d'investissement, immobilières, firmes liées au secteur de la santé ou de l'éducation, à la télévision ou au cinéma, aux banques et aux lobbyistes divers. « *Quel que soit le prochain président, Wall Street aura un ami endetté à la Maison Blanche* » a ironisé Sheila Krumholz, la directrice exécutive du CRP. Selon le site *Politico*, Barack Obama a largement puisé dans cette manne pour venir à bout d'Hilary Clinton. Ayant levé plus du double des fonds de John McCain, selon la Commission fédérale des élections (FEC), il pourra faire campagne dans plus d'Etats que son rival dans un immense pays où les élections sont ainsi placées sous la dépendance de la finance. C'est précisément pour mener la campagne à sa guise qu'il a renoncé au financement public. Justifiant ainsi ce portrait tiré par le *Washington Post* : « *Un joueur ambitieux sur la carte électorale, un collecteur de fonds impitoyable et le directeur pointilleux de sa propre biographie* ».

### « Nous sommes en récession »

Cette gabegie peut paraître choquante dans un pays en pleine déroute économique. M. Obama semblait découvrir toute l'ampleur de la crise à la mi-juillet : « *Il fait peu de doutes que nous sommes entrés en récession* ». Sans aucun doute. Dès le mois de février, le *Center for Economic and Policy Research* de Washington admettait que le doute n'était plus de mise et soulignait que « *la récession va conduire à une réalité extrêmement difficile pour des millions de personnes durant les trois à quatre prochaines années.* » Cela, compte tenu de la situation de départ, déjà très précaire pour des millions de citoyens dans une société toujours plus inégalitaire. Depuis lors, les faits ont largement confirmé ces sombres prévisions. Une vieille histoire. Selon le directeur du Centre d'analyse des politiques économiques de l'université *New School* (New York), Jeffrey Madrick, « *le bilan est simple : le pouvoir d'achat du revenu familial moyen est inférieur à ce qu'il était lorsque George W. Bush a pris ses fonctions (...). Le travailleur moyen gagne moins que son père il y a trente ans* » et « *la naissance détermine plus que jamais le revenu à venir.* »<sup>3</sup> Tout naturellement, une proportion croissante de la population américaine ne peut plus assumer les dépenses médicales, d'éducation et de retraite alors que les contributions patronales aux soins de santé ont atteint leur niveau le plus bas depuis quinze ans. Mais un bilan sérieux imposerait de remonter plus loin encore dans le temps. « *En 1947, 20% de la population américaine recevait 43% des revenus annuels. En 2006, après des années de luttes, souvent victorieuses, contre le racisme, le sexisme et l'homophobie, 20% des Américains se partagent 50,5% de l'ensemble des revenus. Les riches sont donc devenus plus riches.* »<sup>4</sup>

### Un système failli

Il s'agirait donc, comme y invitait en août ...1967 Martin Luther King – qui passe pour inspirer le candidat démocrate –, d' « *interroger le système économique, à réclamer une meilleure répartition des richesses, à mettre en cause l'économie capitaliste* » ?<sup>5</sup> Ce genre d'invitation a coûté la vie au leader noir. Mais il se trouve aujourd'hui d'éminents économistes pour mettre en question les choix ultralibéraux qui ont amené les Etats-Unis –comme l'Europe - dans la situation actuelle. Pour Joseph Madrick, « *Un début de remise en cause émerge. L'économie sous Reagan – et cela avait commencé avant lui – c'était a) moins d'impôts et moins d'investissement public ; b) déréguler pour permettre au privé de faire mieux que l'Etat* » et « *qui a déclaré 'l'ère des dépenses gouvernementales importantes est terminée ?' C'est Bill Clinton (...). Sur ce plan-là, les 'reaganomics' ont gagné. En revanche, sur le*

<sup>3</sup> « Le recours au crédit facile a masqué les faiblesses de l'économie » *Le Monde*, le 10 juillet 2008.

<sup>4</sup> « Toutes les inégalités n'offensent pas le candidat Barack Obama ». *Le Monde diplomatique*, juin 2008.

<sup>5</sup> *Idem*.

*second point, la dérégulation, on perçoit un fort mouvement d'opinion. Sur les questions d'emploi, de santé, de transport, etc., beaucoup pensent qu'elle a été poussée beaucoup trop loin. Les gens disent : il faut des règles, des protections. Là, on assiste à un changement important. »*

Pour Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie en 2001, il faut carrément changer de modèle économique : *« Les États-Unis n'éviteront la récession que grâce à des politiques publiques privilégiant les programmes sociaux et la relance économique. En augmentant les impôts, ceux des riches, s'il le faut. Nous avons besoin de plus de réglementation et non du contraire pour maîtriser l'économie. »*<sup>6</sup> Mais les deux économistes misent-ils sur Barack Obama ? Celui-ci *« a pour objectif de rassembler. Il devra aussi stimuler l'économie, réformer la réglementation du système financier de façon à éviter une autre débâcle. Et réagir à la mondialisation »* conseille Stiglitz. *« Il faudra voir quelles dépenses peuvent être réduites pour financer de nouveaux programmes de protection sociale. Celles liées à la guerre sont un gaspillage. Les marchands d'armes en sont les seuls bénéficiaires. Cela sera-t-il suffisant ? En tout cas, le dogme selon lequel augmenter les impôts serait nécessairement mauvais est inexact »* Et il espère *« un rééquilibrage. Tout va dépendre du temps qu'il faudra pour se désengager de l'Irak. »*

### **Le poids de l'establishment**

Joseph Madrick est tout aussi perplexe : *« Barack Obama a l'envergure pour 'penser' ces questions en profondeur et la capacité d'entreprendre un changement. Mais, dans le domaine économique, il est entouré de gens très liés à l'establishment financier. Je suis pourtant certain qu'Obama sait qu'il devra augmenter les impôts. Et, autour de McCain, pas mal de conseillers le savent également. Mais ni l'un, ni l'autre ne peut le dire comme ça. »*

Le fait est que, face à l'ampleur des défis sociaux et économiques, le champion démocrate fait preuve, pour le moins, d'une grande prudence. Constatant l'ampleur de la récession, il prône, a-t-il déclaré le 12 juillet, des *« mesures prudentes »*. Certes, il s'agissait là de savoir s'il convenait, et à quel coût pour les finances publiques, de voler au secours des géants américains du refinancement de crédit, pris dans la tourmente de l'immobilier. Soit de céder au principe si libéral de la privatisation des bénéfices et de la socialisation des pertes alors que la crise financière s'aggrave un peu plus chaque jour suite aux joutes spéculatives des banques et autres fonds d'investissements.

Mais plus généralement, M. Obama hésite à se découvrir. Au point de déclencher l'ire du professeur à l'université d'Illinois, Walter Benn Michaels : *« Mme Clinton (encore en course à l'époque. Ndlr) et M. Obama sont les emblèmes d'un progressisme américain dont l'éthique politique désapprouve et combat les inégalités qui découlent du racisme et du sexisme avec d'autant plus de vigueur que, simultanément, elle ignore les inégalités qui ne sont pas le fait de la discrimination mais de ce que nous avons l'habitude d'appeler l'exploitation. »*<sup>7</sup>

Peut-être ne faut-il pas trop attendre de celui qui se présente en *« soldat de la dignité de tout le genre humain »*. C'est ainsi qu'il se présentait dans livre-programme, publié voici quelques mois sous le titre *« L'audace d'espérer »*. Ni la couleur de peau, ni la religion, ni la situation sociale ne doivent constituer un obstacle, y proclame l'auteur. Il faut que chacun s'engage pour que les choses changent : c'est le *« yes we can »* (*oui, nous le pouvons*) scandé dans les meetings et repris par un groupe de rock. Les discriminations sociales ne touchent pas seulement les Noirs mais désormais les Blancs frappés par les délocalisations, le chômage, la rupture du contrat social passé dans les années trente, l'absence de Sécurité sociale et de retraites... Et d'esquisser un programme *« réaliste »* qui veut rassembler

---

<sup>6</sup> Entretien avec Joseph Stiglitz. L'Humanité, le 5 juin 2008.

<sup>7</sup> Le Monde diplomatique, juin 2008. Article cité.

démocrates et républicains, riches et pauvres, dans le respect du dogme du marché : « *le meilleur mécanisme* », aux yeux d'Obama pour assurer la répartition des richesses, pour autant qu'il soit régulé par l'État et par des impôts équitables mettant fin aux faveurs fiscales des grandes fortunes et mobilisant des fonds publics pour soigner les plaies sociales.

### Consensus bipartisan

Il s'agit de « draguer » large. La ligne est tracée depuis belle lurette. En juillet 2004, candidat au Sénat, il en appelait, loin de toute idéologie et comme s'il s'agissait d'un office religieux, à miser sur le dépassement des clivages sociaux : « *Il n'y a pas une Amérique progressiste et une Amérique conservatrice – il y a les Etats-Unis d'Amérique. Il n'y a pas une Amérique noire et une Amérique blanche, une Amérique latina et une Amérique asiatique ; il y a les Etats-Unis d'Amérique. (...) Nous vénérons un Dieu tout-puissant dans les Etats bleus [à majorité démocrate], et nous n'aimons pas que les agents fédéraux fouinent dans nos bibliothèques dans les Etats rouges [à majorité républicaine]. Nous préparons les championnats de basket dans les Etats bleus et nous avons des amis gays dans les Etats rouges. Des patriotes se sont opposés à la guerre en Irak et des patriotes l'ont soutenue. Nous sommes un seul peuple, nous avons tous prêté serment d'allégeance au drapeau, nous défendons tous les Etats-Unis d'Amérique.* »

La candidature de M. Obama serait donc, ont relevé certains commentateurs, « *postpartisane et postraciale* », histoire de rassembler toutes et tous dans un large consensus au nom d'un « *changement* » défini essentiellement en termes moraux. Ce qui lui permet de rester largement dans le flou. Face à un McCain qui s'en tient aux recettes ultralibérales classiques – allègement des dépenses publiques, baisse de la fiscalité, réduction de l'indemnisation chômage et des dépenses de santé... -, il promet que l'Etat investira dans de grands chantiers et dans la subvention d'un système d'assurance médicale accessible à chacun – mais qui restera privé. Il prévoit d'annuler des cadeaux fiscaux accordés par George Bush aux plus fortunés et une intervention de l'Etat pour soutenir les emprunteurs immobiliers insolvables. Mais comme l'a relevé *Le Monde*, « *au-delà des slogans de campagne, où chacun accuse l'autre de 'compromettre la croissance', s'il y a un 'consensus bipartisan' en période électorale aux Etats-Unis, note Robert Samuelson, chroniqueur au Washington Post, c'est bien 'd'éluder les grands sujets'.* »

M. Obama parle d'un « *changement auquel on peut croire* ». Cela ne mange pas de pain. Pour l'emporter, il a abandonné certains de ses engagements en s'éloignant de la gauche – dans l'acception américaine du mot - de l'échiquier politique. Réalisme ? Fallait-il des preuves que l'élection se gagne dans le respect des valeurs conservatrices ? Fin juin, la Cour suprême a décidé, par cinq voix contre quatre, que le viol d'un enfant ne peut justifier la peine de mort car la sanction ne serait pas « proportionnelle » au crime commis. Barack Obama, comme McCain, s'est indigné de cette décision, en rappelant qu'il est partisan de la peine de mort, « *dans des circonstances très étroitement limitées, pour les crimes les plus odieux* ». Le 26 juin, il a salué, par contre, une autre décision de la Cour déclarant anticonstitutionnelle l'interdiction d'armes à feu dans l'arrondissement de Washington DC. Il avait déclaré le contraire en février. Il a apporté son soutien à un projet de loi sur les écoutes téléphoniques autorisées par M. Bush.

### L'Iran en point de mire

En matière de politique internationale, le temps semble loin où le sénateur se positionnait clairement à la gauche de sa rivale Hillary Clinton. Vis-à-vis de l'Iran, plus question de rencontrer le président Ahmadinejad comme il l'avait proposé, mais des « *dirigeants compétents* ». « *Il n'y a pas de plus grande menace pour Israël et pour la paix et la stabilité dans la région que l'Iran* », a-t-il tonné devant

*l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), le puissant lobby pro-israélien. « Le danger iranien est grave et réel et mon but sera d'éliminer cette menace », a-t-il ajouté, avant de reprendre à son compte les menaces de George W. Bush, à savoir que toutes les options seront sur la table et qu'il fera « tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire. Tout ! ». Une position proche, en Europe, de celle d'un Sarkozy...<sup>8</sup>*

Sur l'Irak et le Moyen-Orient, il dit n'avoir pas oublié le temps où il avait voté contre l'intervention américaine. Désormais soucieux de renforcer sa crédibilité de chef des armées, le candidat démocrate a certes réitéré son souhait de voir la majorité des troupes américaines quitter ce pays à l'horizon de l'été 2010, et sans y laisser de bases permanentes, contrairement au vœu de M. McCain. Parce que la guerre en Irak « pèse sur notre sécurité, notre statut dans le monde, notre armée, notre économie et les ressources qu'il nous faut pour faire face aux défis du 21<sup>e</sup> siècle. » Mais, au risque de s'inscrire dans la logique de la « guerre contre les Etats voyous » aggravée par George Bush, il annonce vouloir « réaliser nos objectifs stratégiques plus larges, à commencer par l'Afghanistan et le Pakistan, où les talibans reviennent et où Al-Qaida a trouvé refuge ». Une approche qui, comme l'administration actuelle, cible le front avancé d'une « guerre contre le terrorisme » aux conséquences à ce jour fort improbables.

Sur Israël, il reste dans la ligne traditionnelle de son pays : « En tant que président, je ne transigerai jamais quand la sécurité d'Israël sera en jeu (...). Ceux qui menacent Israël nous menacent. » Et s'il est pour « un État juif d'Israël et un État palestinien vivant côte à côte dans la paix et la sécurité », il a clamé toutefois que « Jérusalem doit rester la capitale d'Israël et demeurer indivisible », rejetant ainsi une des exigences prioritaires des Palestiniens, ... avant de déclarer la question négociable. Mais, il a promis d'accorder à l'État hébreu 30 milliards de dollars d'aide militaire supplémentaires. Comme si l'occupation et la colonisation n'existaient pas...

M. Obama promet toutefois une « nouvelle ère de coopération internationale » de « reconstruire » les alliances des Etats-Unis. « Pendant huit ans, nous avons payé le prix d'une politique étrangère qui donne des leçons sans écouter », a-t-il déploré le 15 juillet.

### **Candidat traditionnel ?**

Le *Washington Post* a relevé avec amusement que M. Obama offre désormais « une stratégie pas très différente sur bien des points de celle du président Bush et de John McCain. » Pour Justin Vaisse, chercheur à la *Brooking Institute*, « A ce stade, on ne peut deviner qu'une petite partie de ce que sera la politique étrangère (du futur président). L'essentiel à ce stade est de se faire élire. Et pour cela, on ne prend aucun groupe d'intérêt, aucun lobby à rebrousse-poil. Du coup, quand on regarde de près, les positions de McCain et Obama ne sont pas si éloignées sur de nombreux sujets. »<sup>9</sup>

Aux States, une brise désenchantée s'est mise à souffler dans certains journaux. « Depuis qu'il a gagné l'investiture, Obama est devenu un candidat assez traditionnel qui dit aux groupes d'intérêt ce qu'ils ont envie d'entendre » (*Newsweek*) ; Les républicains accusent donc Obama d'être « un politicien opportuniste, qui fera et dira n'importe quoi pour gagner » (*Le Washington Post*). Pour le *New York Times*, le sénateur démocrate recherche « le centre vital », cher à Bill Clinton .

---

<sup>8</sup> Sanctions et ouverture ? « Cette démarche est la seule qui permette d'échapper à une alternative catastrophique : la bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran ». Discours prononcé par Sarkozy le 27 août 2007 devant les ambassadeurs de la France. Le 17 octobre, il déclarait vouloir empêcher l'Iran d'avoir « la capacité, le savoir pour faire une bombe atomique ».

<sup>9</sup> « Obama ou McCain, il n'y aura pas de révolution en politique étrangère ». Chat sur le site électronique du Monde, le 4 juin 2008.

Membre du département de science politique de l'université de Paris-VIII, originaire du Massachusetts, James Cohen, ne cache pas son inquiétude : « *Le régime politique des Etats-Unis est-il démocratique ? On peut encore le dire, mais la marge de manœuvre de ceux qui aspirent à changer les priorités socio-économiques et le rapport entre leur pays et le reste du monde est aujourd'hui des plus réduites (...) La compétition électorale reste très conditionnée par l'argent privé (...) Si Obama, candidat d'une rare intelligence est obligé, pour des raisons électorales, de se prosterner de la sorte, on peut dire que la démocratie en souffre.* »<sup>10</sup>

### Une succession laborieuse, McCain, le clone de Bush ?

C'est le Los Angeles Times qui s'en amusait à la mi-juillet. Un groupe de citoyens qui se présente comme la « Commission du mémorial présidentiel » a soumis à la municipalité de San Francisco la proposition de rebaptiser une usine de traitement des eaux usées du nom de George W. Bush. C'est qu'« *aux yeux de bien des habitants, le nom du président est une souillure* », commentait le quotidien californien. « *Notre idée est sérieuse, elle a pour but de susciter un débat sur ce que va léguer (ce) gouvernement* » affirment les initiateurs de la pétition, « *On peut dire qu'il va nous falloir nettoyer un sacré foutoir politique et écologique ces dix prochaines années.* »

Les faits sont là. Le président sortant a atteint le plus haut niveau de rejet (70%) en 70 années de sondages Gallup et il ne fait pas bon passer pour un héritier de sa politique. Or, pour le Parti démocrate, un slogan simple s'impose : voter pour McCain, c'est accorder un troisième mandat à Bush.

Dès lors, le candidat républicain doit résoudre cette équation : comment se distancier du président sans s'opposer frontalement à lui, sans se couper du noyau dur de son électorat, sans perdre des sources de financement largement connectées au locataire actuel de la Maison Blanche ? Pour ce faire, McCain doit être en phase avec la direction de son parti. Qui a bien du souci à se faire avec trois élections partielles perdues dans ses fiefs traditionnels. Pour un des leaders du Parti Républicain, le climat est aujourd'hui « *le pire depuis le Watergate* », le scandale qui, en 1974, avait obligé Richard Nixon à démissionner.

« *Le sénateur McCain ne veut pas être vu la main dans la main avec le président dont il a promis de poursuivre pendant quatre ans de plus les politiques vouées à l'échec* », ironise Barack Obama. Même si le sénateur de l'Arizona tente de se distinguer de l'impopulaire ami des pétroliers sur certains sujets de société, les deux hommes se rejoignent sur l'économie, les soins de santé ou la guerre en Irak, analyse le Herald Tribune. Et le *New York Times*, passant en revue le programme de McCain, en a conclu que « *sur ces grandes questions, ses idées s'apparentent au conservatisme de Bush.* » Il en va de même sur l'avortement et la nécessité de placer des juges conservateurs dans les tribunaux. Sur l'immigration, il donnerait la priorité à la « *sécurité frontalière* ». En matière de conduite à tenir vis-à-vis des présumés terroristes, McCain veut aller plus loin encore que le gouvernement actuel dans l'emploi de « *techniques musclées* ».

« *M. McCain est revenu sur certaines de ses positions – en particulier, il approuve aujourd'hui la réduction d'impôt préconisées par Bush après les avoir dénigrées comme étant une fiscalité à l'avantage des nantis* » a relevé le *Herald Tribune*. Dans le domaine de la santé, McCain ne jure que

---

<sup>10</sup> « Entre McCain et Obama, un choix réel mais... » L'Humanité, le 21 juin 2008.

par les lois du marché – et propose que l'assurance-santé soit payée par les citoyens eux-mêmes - et reste farouchement opposé à l'avortement.

Dans les matières internationales, il entend maintenir des forces militaires de façon permanente en Irak, à l'image du statut des bases américaines dans certains pays, comme la Corée du Sud ou le Japon et tient la ligne Bush par rapport à l'Iran. Toutes les options sont ouvertes.

McCain appelle toutefois à des discussions avec la Chine et le Russie sur les armes nucléaires, « *dans la tradition des présidents américains qui ont œuvré à la réduction de la menace nucléaire pour l'humanité* ». Il serait plus convaincant s'il renonçait au déploiement du « bouclier antimissiles » en Europe.

<b>Demandez le programme : politique étrangère</b>	
BARACK OBAMA	JOHN McCAIN
<u>Irak</u> : veut " <i>terminer cette guerre</i> " et ne laisser sur place, au bout de seize mois, que celles chargées de la lutte antiterroriste. Préfère concentrer les efforts sur la lutte contre Al-Qaida et contre les talibans en Afghanistan.	<u>Irak</u> : veut envoyer davantage de troupes en Irak pour gagner une guerre " <i>longue et difficile</i> ". Espère que son pays partira " <i>dans l'honneur</i> " vers 2013 d'Irak, où subsisteront des troupes américaines.
<u>Iran</u> : renforcer les sanctions pour empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire, négocier avec le président iranien sans conditions préalables, option militaire non exclue.	<u>Iran</u> : alliance avec les pays européens pour empêcher l'Iran d'avoir une arme nucléaire. Option militaire non écartée.
<u>Autres priorités</u> : stopper la prolifération des armes de destruction massive. Doubler l'aide aux pays pauvres. Prêt à des discussions directes avec les dirigeants de pays comme la Syrie, Cuba ou le Venezuela. Veut fermer la prison de Guantanamo.	<u>Autres priorités</u> : gagner la guerre contre les extrémistes islamistes. Veut fermer la prison de Guantanamo. Appelle à l'isolement du Hamas, du Hezbollah et de la Syrie.
<b>Demandez le programme : politique intérieure</b>	
<u>Social</u> : instaurerait une assurance-maladie pour tous les enfants. Vise un système de couverture maladie universelle. Souhaite développer le réseau d'écoles maternelles et augmenter les dépenses en éducation.	<u>Social</u> : souhaite en finir avec l'intervention de l'Etat. Estime qu'une couverture maladie universelle est possible avec des crédits d'impôts et une meilleure concurrence entre assureurs.
<u>Immigration</u> : favorable à une augmentation des quotas d'immigration (légale) et à un processus pour légaliser les clandestins sous conditions, avec un renforcement des sanctions contre ceux qui emploient des illégaux. A voté pour la	<u>Immigration</u> : insiste sur la nécessité de sécuriser la frontière avec le Mexique avant de légaliser les clandestins à certaines conditions.

construction d'un mur à la frontière mexicaine.	
<b>Demandez le programme : politique intérieure</b>	
<u>Commerce</u> : souhaite que les traités de libre-échange incluent de meilleures garanties pour les travailleurs et davantage de clauses sur l'environnement. Propose de taxer les délocalisations.	<u>Commerce</u> : souhaite étendre les zones de libre-échange "du Maroc à l'Afghanistan", sauf pour les Etats qui soutiennent le terrorisme. Veut "aider" les personnes qui perdent leur emploi à cause des délocalisations. Compte diminuer l'impôt sur les sociétés pour décourager les délocalisations.
<u>Croissance</u> : par un programme d'investissements dans les infrastructures et la recherche pour développer l'emploi qualifié.	<u>Croissance</u> : par la libre concurrence, des baisses d'impôt et un meilleur contrôle des dépenses fédérales.
<u>Fiscalité</u> : annulerait les réductions d'impôt accordées par George Bush aux revenus de plus de 250 000 dollars par an. Réduirait la fiscalité des travailleurs, des foyers propriétaires de leur logement et des retraités. Porterait l'impôt sur les revenus du capital de 15 à 28 %.	<u>Fiscalité</u> : s'engage à équilibrer le budget d'ici à la fin de son mandat. Diminuerait le taux sur les bénéficiaires des sociétés de 35 % à 25 %. Supprimerait l'obligation de payer un impôt minimum pour les classes moyennes et aisées.